

**Convention collective départementale**

IDCC : 2328. – **BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS  
(GUADELOUPE ET DÉPENDANCES)**

**Ouvriers**

**(28 février 2002)**

*(Bulletin officiel n° 2003-7 bis)*

*(Etendue par arrêté du 20 juillet 2004,  
Journal officiel du 29 juillet 2004)*

■ *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> août 2006

**Arrêté du 18 juillet 2006 portant extension d'accords conclus dans  
le cadre de la convention collective des ouvriers du bâtiment et  
des travaux publics de la Guadeloupe et dépendances (n° 2328)**

NOR : SOCT0611575A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2004 portant extension de la convention collective des ouvriers du bâtiment et des travaux publics de la Guadeloupe et dépendances du 28 février 2002, complétée par trois annexes ;

Vu l'accord du 9 février 2006, relatif aux salaires, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu l'accord du 9 février 2006, relatif aux primes, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu les demandes d'extension présentées par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 25 avril 2006 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des ouvriers du bâtiment et des travaux publics de la Guadeloupe et dépendances du 28 février 2002, modifié par l'avenant du 19 avril 2004, les dispositions de :

- l'accord du 9 février 2006, relatif aux salaires, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;
- l'accord du 9 février 2006, relatif aux primes, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

### **Article 2**

L'extension des effets et sanctions des accords susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords.

### **Article 3**

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 juillet 2006.

Pour le ministre et par délégation :  
*La sous-directrice de la négociation collective,*  
E. FRICHET-THIRION

*Nota.* – Les textes des accords susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/12, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.